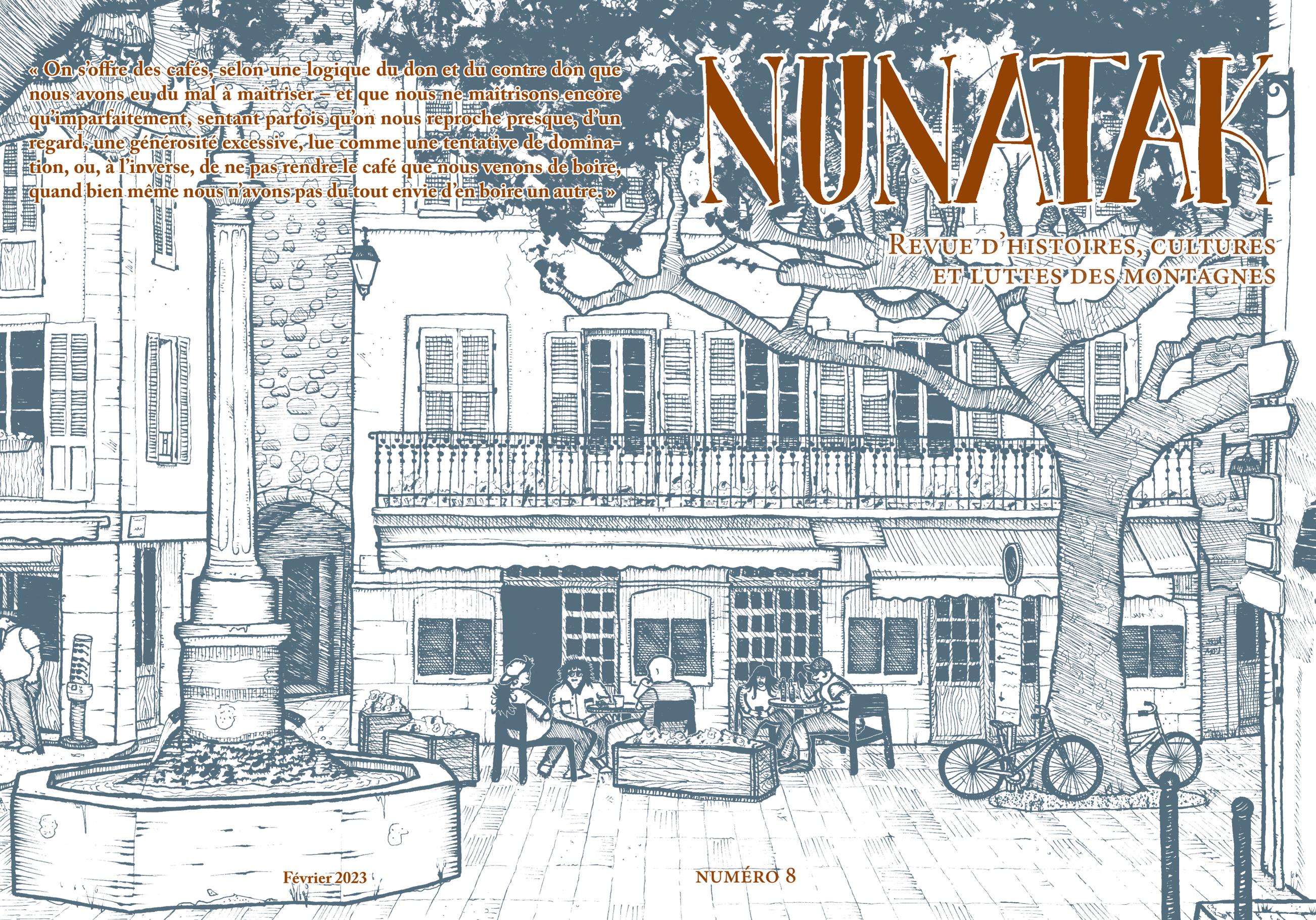


« On s'offre des cafés, selon une logique du don et du contre don que nous avons eu du mal à maîtriser – et que nous ne maîtrisons encore qu'imparfaitement, sentant parfois qu'on nous reproche presque, d'un regard, une générosité excessive, lue comme une tentative de domination, ou, à l'inverse, de ne pas rendre le café que nous venons de boire, quand bien même nous n'avons pas du tout envie d'en boire un autre. »

NUNATAK

REVUE D'HISTOIRES, CULTURES
ET LUTTES DES MONTAGNES



Février 2023

NUMÉRO 8



NUNATAK

Dans une langue inuit, le terme *nunatak* désigne une montagne s'élevant au dessus des étendues gelées, où se réfugie la vie pour perdurer pendant l'ère glaciaire.

Cette revue se veut un support pour développer et partager nos critiques, depuis les régions montagneuses que nous habitons. Nous désirons aussi chercher des moyens de concrétiser notre opposition au monde tel qu'il se présente à nous, dévier du sentier balisé des flux de la marchandise et de l'autorité, nous attaquer à ce qui nous sépare les uns des autres, nous plonger dans les histoires que racontent les ruisseaux, les êtres, les arbres ou les rochers...

Revue d'histoires, cultures et luttes des montagnes

Février 2023

Prix librairie : 3 €

Prix libre partout ailleurs

Gratuit pour les prisonniers

Illustrations de Riat en couverture, de Boris Pineau et Maria pour l'intérieur

Si vous êtes intéressés pour participer à la revue, vous pouvez vous mettre en contact avec la rédaction par courrier ou par mail.

N'hésitez pas à nous transmettre vos propositions de textes ou d'illustrations, vos commentaires, vos retours et vos critiques.

Nous sommes disponibles pour effectuer des présentations publiques de la revue.

revuenunatak@riseup.net

Nunatak

c/o La Lézarde

66 Grand rue

30 270 Saint-Jean-du-Gard

Pour la distribution, il est possible de commander des exemplaires que l'on s'arrangera pour vous faire parvenir d'une manière ou d'une autre.

revuenunatak-diffusion@riseup.net

Tous les numéros ainsi que des articles audio sont consultables en ligne sur

revuenunatak.noblogs.org

Bien que notre adresse postale se situe dans les Cévennes, la rédaction est disséminée entre les Alpes, les Pyrénées, les Vosges, etc.

Nous remercions toutes les personnes qui ont participé à l'élaboration et à la diffusion de cette revue.



ÉDITO

2

FAIRE LA FÊTE ET BOIRE DES COUPS

6

CAPITAL CULTUREL ET ENTRE-SOI DANS UN VILLAGE DE MONTAGNE

LES GARS DU COIN

16

ENTRETIEN À PROPOS D'UNE JEUNESSE RURALE ET OUVRIÈRE

ROULER AVEC SON TEMPS

28

L'ENVERS DU CYCLO-TOURISME

TRANSITION À VÉLO, NUISANCES À GOGO

36

PETIT TOUR CRITIQUE À VÉLO ÉLECTRIQUE

LE TIRE-FESSES, L'ÉOLIENNE ET LE FÛT

RADIOACTIF

46

POMA : DIVERTIR, EXPLOITER, ENFOUR

LA RÉVOLTE DES « CROATES »

54

MUTINERIE DANS LA SS EN 1943

LES GARS DU COIN

ENTRETIEN À PROPOS D'UNE JEUNESSE RURALE ET OUVRIÈRE

Quand on parle de jeunesses populaires aujourd'hui, on pense bien plus souvent aux « jeunes des quartiers » qu'à ceux de la campagne. Au-delà d'une ruralité réduite à sa seule dimension paysanne ou agricole, Nicolas Renahy dans l'ouvrage *Les gars du coin*, enquête sur une jeunesse rurale, pose la question du « local ». Par une diversité de lieux enquêtés : usines, club de foot, maison des ouvriers locaux, cafés du coin, etc., il nous montre les aspirations ainsi que les difficultés matérielles d'une jeunesse ouvrière confrontée à la désindustrialisation dans les territoires ruraux.

Derrière les injonctions des pouvoirs publics et des notables locaux à intégrer les codes et valeurs dominantes, on y retrouve la condescendance des classes supérieures à l'égard de cette population.

Nicolas Renahy est sociologue des classes populaires et des espaces ruraux à l'INRAE, son livre a été publié aux éditions de La découverte en 2005.



Pourquoi avoir enquêté sur la jeunesse rurale de ta région d'origine, marquée par un monde ouvrier en voie de reconfiguration? Comment as-tu réalisé et appréhendé cette immersion au sein de cette classe populaire en tant que « sachant », de classe supérieure, urbain, etc.?

Nicolas Renahy : La démarche d'enquête est inhérente à ma propre trajectoire et aux rencontres que j'ai pu faire pendant mes études. Les cours de Michel Pialoux, nourris de ses enquêtes auprès des ouvriers et ouvrières Peugeot du bassin de Montbéliard, mais aussi de celles de Stéphane Beaud auprès de leurs enfants, me permettaient de mieux comprendre le vécu d'anciens copains d'école, de collègue ou du foot. J'ai en effet grandi à dix kilomètres d'un village industriel bourguignon, Foulange. Une usine de 220 salarié·e·s avait fermé en 1981, deux autres se sont ouvertes dans les années qui ont suivi mais en ne reprenant que quelques dizaines de licencié·e·s. Plusieurs amis d'enfance ont donc connu le chômage de leurs parents. Je les perdais de vue au fur et à mesure de l'avancée de ma scolarité, que je poursuivais sans encombre, tandis qu'eux connaissaient le redoublement ou l'orientation dans les filières techniques. J'ai proposé à Pialoux un sujet sur l'histoire et l'actualité de ce « petit » monde ouvrier, aux conditions de travail sans doute moins aliénantes que dans la grande industrie, très peu syndiqué, moins revendicatif que ceux de Sochaux-Montbéliard face à une direction et une hiérarchie connue, voire familière lorsqu'un ou une chef·fe sont des apparentés ou des voisins. L'immersion a été progressive. Au départ, j'ai sollicité d'anciens copains et quelques

connaissances pour réaliser des entretiens, et, du fait de la force des rapports sociaux de genre, j'ai sollicité ma mère infirmière dans le canton pour qu'elle fasse l'intermédiaire afin je rencontre des ouvrières. J'ai aussi découvert un fonds d'archives fantastique à la mairie du village, que j'ai ensuite beaucoup utilisé. Puis j'ai postulé à l'usine comme ouvrier saisonnier et je me suis réinscrit dans le club de foot du village. L'appréhension première à fréquenter un univers éloigné du mien (encore plus après ma socialisation aux études longues), à (re)contacter des personnes perdues de vue, à poser des questions idiotes, à me faire rembarrer, à me confronter pratiquement au savoir-faire manuel, à ne pas comprendre les logiques de sociabilité en usine... s'est estompée au fur et à mesure du temps passé sur place, des rencontres, du quotidien de l'atelier de l'usine, des entraînements, matchs et troisièmes mi-temps au foot, des invitations aux domiciles, etc. Sans cette implication personnelle, et bien qu'ayant grandi dans les environs, j'aurais été perçu comme un étudiant de passage et n'aurais pu recueillir que ce que les anthropologues appellent un « discours pour étranger ». Ce fut surtout le fait de participer concrètement au travail ou aux loisirs ouvriers qui m'a permis de dépasser ce discours en entrant dans des relations quotidiennes d'interconnaissance. Ce faisant, j'échappais à un savoir savant désincarné, j'étais en capacité de comprendre une condition ouvrière singulière.



Au club de foot

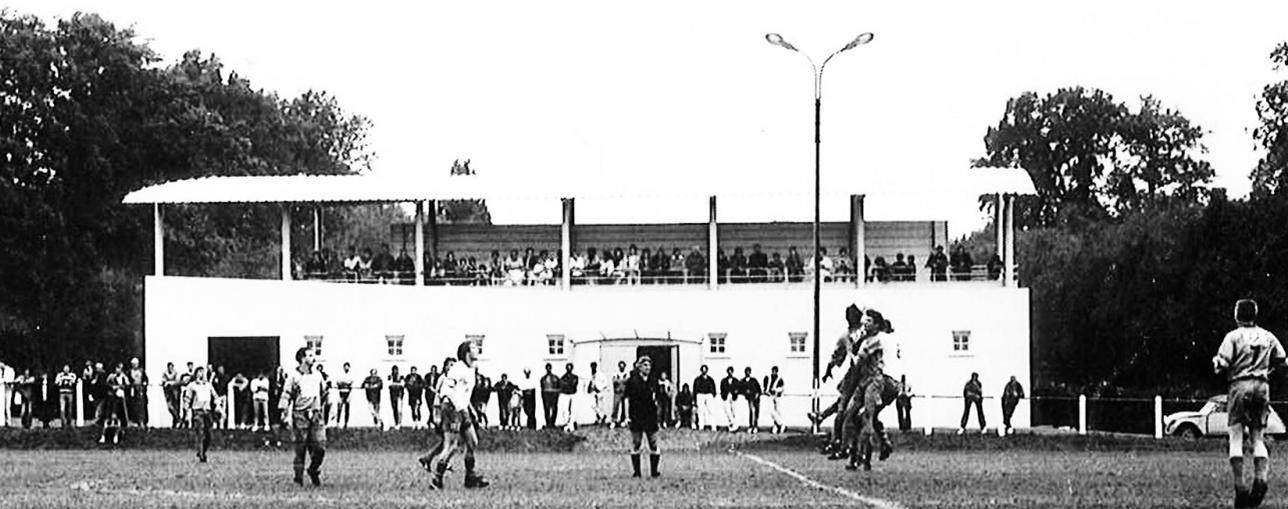
« Le peu de monde a eu raison de l'entraînement. Nous sommes six en tout, quatre avoisinant la quarantaine d'années, et deux de moins de trente ans. Commentaires sur les matchs du dimanche, puis nous rentrons boire une bière. En fait je reste avec Djellal [le plus jeune] : les quatre autres prennent une douche ! « Ça sera fait », disent-ils. Je ne sais pas trop ce qui leur prend.

Le fait que ce soient les joueurs les plus âgés qui aient pris une douche [...] indique bien que cette pratique ostentatoire correspond à une opposition hommes/femmes, copains/couples, extérieur/maison : tous sont mariés et ont des enfants. [...] On me raconta ce soir-là qu'il arrivait de mouiller ses cheveux et salir chaussures et maillots de sport dans la boue pour justifier auprès de sa femme, qui lave le linge, de s'être entraîné alors que l'on n'a fait « que boire des coups ».

[Extrait du journal de terrain, 26 mars 1997]

Dès lors, l'enceinte des vestiaires, exclusivement occupée par des hommes, apparaît comme un lieu d'expression d'une sociabilité masculine qu'il est possible de définir comme une revanche prise sur l'espace domestique. Revanche qu'il faut d'abord considérer comme un affranchissement à l'égard du pouvoir féminin, dans le sens où venir à l'entraînement régulièrement, c'est prendre du temps sur la vie de famille, ou tout au moins sur la vie de couple. Ainsi, lorsqu'en début de saison certains s'étonnent de l'absence d'un joueur titulaire en équipe A la saison passée, ses collègues de travail informent que désormais chez lui, « ce n'est plus lui qui commande », mais sa copine, avec qui il vient de se mettre en ménage. Concurrencé à son poste en équipe A par un joueur plus jeune et régulier aux entraînements, il sera désormais convoqué au sein de l'équipe B. »

Photo prise à Foulange



Cette jeunesse, ouvrière et rurale, est doublement invisible : en tant qu'ouvriers d'une part, et en tant que ruraux d'autre part. Dans ce contexte, « être du coin » c'est se voir reconnu au sein d'un lieu par rapport à ses occupations, mais aussi par rapport à son origine sociale et familiale. Qu'est-ce que grandir dans ces territoires veut dire pour ces jeunes ?

La fermeture de l'ancienne usine de cuisinières en 1981 a durablement marqué les trajectoires des jeunes successives. Même si deux entreprises industrielles ont été créées quelques années plus tard, le niveau de l'emploi n'a jamais plus été le même. Jusqu'aux années 1970, l'usine mettait le pied à l'étrier de la plupart des enfants d'ouvriers : nombreux sont celles et ceux qui quittaient ensuite le vil-

lage et l'usine. Mais en sortant du système scolaire peu ou pas qualifié·e·s, l'usine leur permettait d'entrer précocement sur le marché du travail. Avec la crise de l'emploi, au-delà du chômage des parents, c'est cette facilité d'accès à l'insertion professionnelle qui disparaît. Les migrations sont alors massives

puisque la commune passe de plus de 900 habitants en 1975 à 600 en 1981. Pour les familles qui restent, l'avenir est sombre dans ces années 1980 où la majorité des jeunes s'inscrivent à l'ANPE à la sortie de l'école du fait de la disparition de l'ancien système paternaliste qui les intégrait. Signe que les familles intériorisent rapidement les effets de la crise industrielle, les formations courtes dans le

bâtiment sont privilégiées par les garçons, et celle dans le secteur sanitaire et social par les filles. Certain·e·s arrivent à trouver du travail chez les artisans du secteur ou dans les services (supermarchés, stations-essence, etc.), d'autres quittent leur famille au village pour tenter de trouver du travail en ville, sans toujours beaucoup de succès (d'où les allers-retours dans la famille et l'arrivée de la consommation de drogues au village). On voit donc que dès cette génération, être issu de familles établies dans l'espace local ou de familles plus marginales conditionne l'avenir des jeunes en temps de crise de l'emploi.

Quand je réalise mon enquête à partir de la seconde moitié des années 1990, l'économie villageoise de l'emploi a connu

une relative embellie. L'usine qui a repris la fabrication

de cuisinières (la SMF) embauche quelques jeunes hommes, et une usine de câblerie automobile embauche quelques dizaines de jeunes femmes. Sur le papier, la nouvelle génération connaît

donc un contexte plus favorable. Mais l'instabilité

de l'entrée sur le marché du travail marque les trajectoires, d'autant que ces jeunes-ci sont le produit de la seconde explosion scolaire des années 1985-95, qui a massivement valorisé les filières longues et générales. Si bien que sur le front de l'emploi comme sur celui de l'école, les logiques de reproduction de l'ouvrier métallurgiste ne vont plus de soi. Samir illustre bien ce processus : titulaire d'un CAP de plâtrier, une courte



expérience le rebute du métier qu'il a appris et du milieu du bâtiment. Pendant plusieurs mois, il est ensuite au chômage, profitant un peu de sa jeunesse (grand fumeur de marijuana, il joue du djembé, sort beaucoup tout en vivant chez ses parents). Comme son père fit partie de la quarantaine de licenciés de l'ancienne usine de cuisinières réembauchés par la nouvelle, il entre facilement à l'usine, d'abord comme contractuel puis en CDI. Mais dans nos discussions, Samir n'a de cesse de stigmatiser les vieux ouvriers (« Enfin les vieux... les plus de quarante ans, quoi »), qui se font « manipuler » par le chef d'atelier, qui ignorent les dernières avancées techniques, etc. Le déni de l'héritage ouvrier s'exprime ainsi par la valorisation de la débrouille, de la compétence, de l'adaptation, autant de valeurs intériorisées par les membres de sa génération lors de leur passage à l'école, et qui les mettent en porte-à-faux vis-à-vis de leurs parents¹. Il finit par démissionner pour entrer dans une période d'instabilité professionnelle et sentimentale au cours de laquelle il quitte périodiquement la région.

De quoi dépend le fait de rester sédentaire au sein de ces zones appauvries et dépeuplées, c'est-à-dire paupérisées, pour ceux que tu nommes « les gars du coin » ?

Très concrètement, des opportunités d'embauche. Un chef d'établissement d'un lycée des Ardennes me disait ainsi après sa lecture des *Gars du coin* que pour les jeunes du village de Foulange et de ses environs, il y avait encore un peu de boulot,

contrairement à nombre de zones rurales désindustrialisées. Mais même à Foulange, les possibilités d'accès au marché du travail ouvrier s'étant amenuisées, les ressources des uns et des autres s'avèrent inégales. D'où l'importance de ce que j'ai appelé le *capital d'autochtonie* : « être d'ici » et reconnu comme tel est susceptible de procurer des petites ressources sociales, à travers le poids des réseaux amicaux, la place qu'on occupe dans les sociabilités locales, la renommée du nom de famille, l'étendue et l'assise professionnelle des proches et parents (susceptible d'ouvrir des possibles lorsqu'un oncle est ouvrier qualifié dans le bâtiment ou une grande sœur aide-soignante dans une maison de retraite par exemple), et la manière dont le jeune réinvestit ou non ces ressources héritées. Samir et ses amis concluaient ainsi une conversation à la buvette du stade de football un dimanche : « À Foulange, si t'es pas un Pouchet ou un Potet, t'es rien » – les Pouchet désignant une parentèle ouvrière de l'usine qui a fourni plusieurs très bons joueurs au club de foot, les Potet une famille d'entrepreneurs du bâtiment. C'est aussi comme cela que l'on peut comprendre la mobilité géographique de Samir : son instabilité à vingt ans s'explique par un sentiment de marginalisation sociale et symbolique au sein de l'ordre ouvrier local, qu'il veut fuir.

L'importance de la parenté comme celle des crises démographiques et de l'emploi n'empêche cependant pas la construction et l'acquisition d'un *capital d'autochtonie*. José, ouvrier d'usine arrivé avec sa femme du Portugal en France à la fin des années 1960, était un bon joueur de football. Par ce biais, par la rapidité de son apprentissage de la langue française et son caractère sociable, il intègre alors rapidement une

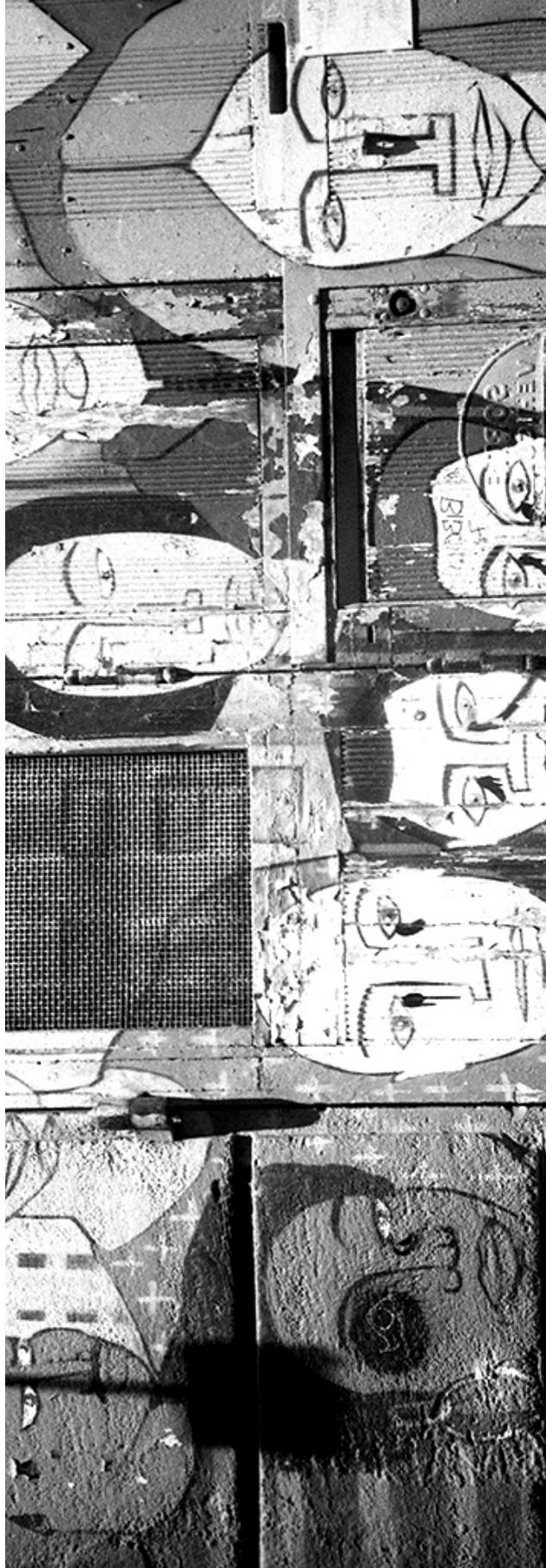
1 cf. Stéphane BEAUD, *80 % au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, La Découverte, 2002.

bande d'amis footballeurs qui participe à la réussite sportive du club de Foulange (montée en division régionale, victoire en coupe départementale). Au moment où l'industrie paternaliste se désengage de son soutien aux associations locales, José donne de son temps et de son énergie pour refaire le terrain ou les vestiaires. Il acquiert donc une petite notoriété locale, qu'il transmet à son fils Felipe. Vingt ans plus tard, Felipe est lui-même ouvrier à l'usine et capitaine de l'équipe première.

Comment ceux qui bossent en usine se comportent face à la mise à mal du monde ouvrier – et aussi d'une certaine fierté ouvrière –, suite à la fermeture de l'usine Ribot à Foulange en 1981? Dans un tel contexte, le *capital d'autochtonie* joue-t-il toujours un rôle pour ces jeunes?

Comme on l'a vu avec le cas de Samir, les « vieux » ne constituent plus une figure d'identification. Les jeunes ouvriers en parlaient difficilement en entretien, seuls certains évoquaient le fait que leurs pères s'étaient « fait avoir », obéissants lorsqu'ils avaient été licenciés et redevables du nouveau patron lorsque celui-ci a réembauché 40 des 220 anciens employés. Il faut dire que la consigne à l'époque avait été de ne pas reprendre « les syndicalistes et les alcooliques », ce qui n'a évidemment pas favorisé la transmission de la mémoire des luttes et de l'occupation de l'usine pendant huit mois par les militants de la CGT...

Mais ce qui était difficile à recueillir par entretien m'est apparu de manière bien plus évidente à l'usine. L'introduction progressive des machines numériques dans l'atelier vient vider de sa substance le savoir-faire lié à la connaissance des



anciennes presses, des vieilles rayonneuses ou de la « petite cisaille » qui date de l'entre-deux-guerres et qui « a vu passer un sacré paquet de gars », mais sur laquelle on envoie un saisonnier parce que personne ne souhaite réellement y travailler. Si le travail sur de telles machines peut encore parfois donner lieu à des démonstrations de force et de virilité, les jeunes ouvriers ne se prêtent que partiellement au jeu : sitôt la passe finie sur la machine, le bleu de travail (nécessaire du fait de la présence importante de graisse) est enlevé et rangé dans un sac derrière la machine. L'habit renvoie trop à « l'ancienne » génération, qui le porte quotidiennement et quelles que soient les tâches à effectuer. Une telle logique générationnelle de distanciation avec l'héritage ouvrier est par ailleurs redoublée par la politique patronale des primes individuelles. Alors que les anciens racontent « qu'à l'époque », lors de la distribution des fiches de paie dans

l'atelier en fin de mois, tout le monde ouvrait la sienne devant les collègues afin de comparer les rémunérations, chacun s'isole aujourd'hui pour prendre connaissance du montant de sa prime. Et, en l'absence de représentation syndicale, lorsqu'un mécontent ose interpeller le chef d'atelier, cela ne remonte pas à la direction et ne donne lieu à aucune revendication collective.

Le fait de devoir trouver du travail à des dizaines de kilomètres de son domicile s'est généralisé et a des effets concrets sur son insertion dans son village et ses environs (où l'on passe de fait moins de temps) comme dans l'entreprise qui nous embauche (où l'on connaît moins de monde et où il est plus difficile de s'impliquer dans les sociabilités). Cette tendance est observée par les sociologues depuis les années 1980, et se manifeste à différents degrés dans d'autres entreprises ou institutions. Or, pour que le petit



pouvoir populaire que constitue le *capital d'autochtonie* joue, il faut qu'il soit reconnu par les dominants. D'autres enquêtes ont, depuis la première publication des *Gars du coin* en 2005, confirmé sa perte de valeur du fait de la mise à mal des logiques d'interconnaissance locale. Même dans l'Éducation nationale ou dans des ateliers SNCF installés en zone rurale, les profils des enseignants, cadres et managers tendent à profondément changer, avec l'arrivée de générations d'urbains qui ne s'installent pas sur le lieu de travail et ne participent pas ou très peu aux sociabilités locales². Outre que cela affaiblit les opportunités de promotion sur place dans les entreprises puisque les « bonnes places » tendent à être occupées par des citoyens qualifiés, le lien des classes populaires aux autres milieux sociaux se

distend. Cela ne peut que renforcer le sentiment, très souvent exprimé lors du mouvement des Gilets jaunes, d'avoir affaire à des gens prétentieux, méprisants, peu attentifs aux populations rurales subalternes.

Le *capital d'autochtonie* n'est pour autant pas devenu obsolète. En marge du marché du travail où il faut sans cesse être « mobile », prouver sa « motivation » ou son « autonomie » avant d'obtenir un « vrai contrat », fréquenter régulièrement les copains permet de maintenir une place stable dans un monde familial. La prolongation des relations de bande établies dans l'enfance ou l'adolescence constitue une forme de rempart, mais aussi une ressource potentielle. Analysant la situation des jeunes qui « restent » dans leur campagne du Grand Est, Benoît Coquard a montré que le capital d'autochtonie entretenu au sein de la « bande de potes » peut permettre de

2 Voir les contributions de Lorenzo BARRAULT-STELLA et Julian MISCHI à Ivan BRUNEAU *et al.* (dir), *Mondes ruraux et classes sociales*, EHESS, 2018.



Entre usine et foyer

« Suzanne a obtenu plusieurs CDD [à la CCF]. Mère célibataire à quinze ans et demi, elle a arrêté ses études en cours de CAP du fait de sa mise en ménage rapide et de l'arrivée d'un nouvel enfant (elle n'a alors pas dix-huit ans). [...] Ses parents portugais sont arrivés en France au début des années 1970. Son père est manoeuvre dans l'entreprise de maçonnerie de Foulange. Ses deux sœurs cadettes vivent au foyer parental, tandis que les aînés sont partis travailler en ville. Suzanne porte un regard très critique sur le mode de gestion du personnel de la CCF, qui n'a jamais voulu l'embaucher en CDI. [...] Malgré les mots durs qu'elle a eu devant moi sur l'entreprise, elle est retournée y travailler quelques mois. [...] Le foyer vit sur le salaire de son mari : un second salaire, même irrégulier, est le bienvenu. Il permet de faire valoir des droits aux Assedic lors des périodes de non-emploi, ce qui n'a pas qu'une valeur financière, puisqu'être chômeuse lui permet d'apporter sa part au ménage, mais aussi de garder l'espoir de retrouver du travail. Car Suzanne apprécie d'être active, d'être appelée à sortir de chez elle, de « voir des copines ». Quand elle en a l'opportunité et malgré les frais de garde des enfants, elle préfère travailler à la CCF. Elle ne comprend pas pourquoi l'entreprise recrute dans les villes des environs « alors que certaines de Foulange n'ont jamais été prises ». Finalement avec sa troisième puis sa quatrième grossesse, elle s'est petit à petit résignée à ne plus chercher du travail.

[...] La précarité du statut salarial et le désintéret progressif de la CCF pour les femmes originaires du village ne peuvent que renforcer les schèmes du monde ouvrier « traditionnel », ou l'ouvrière est d'abord la femme de l'ouvrier, la maîtresse de maison mère de famille qui gère l'espace domestique et dont les activités sont calées sur l'agenda masculin. [...] Cette « stratégie » féminine, incorporation du mariage et de la maternité comme « destins féminins », se trouve en butte à l'insécurité statutaire, morale et affective de jeunes hommes instables, qui souhaitent au contraire repousser l'engagement matrimonial. D'où de nombreuses expériences d'échecs sentimentaux, divorces, séparations. L'écart des positions sexuées réactive en quelque sorte le modèle patriarcal de l'espace domestique populaire, où les femmes « portent tout » et où les hommes recherchent un espace privatif en dehors du foyer (au football, dans le jardin, au café...). »

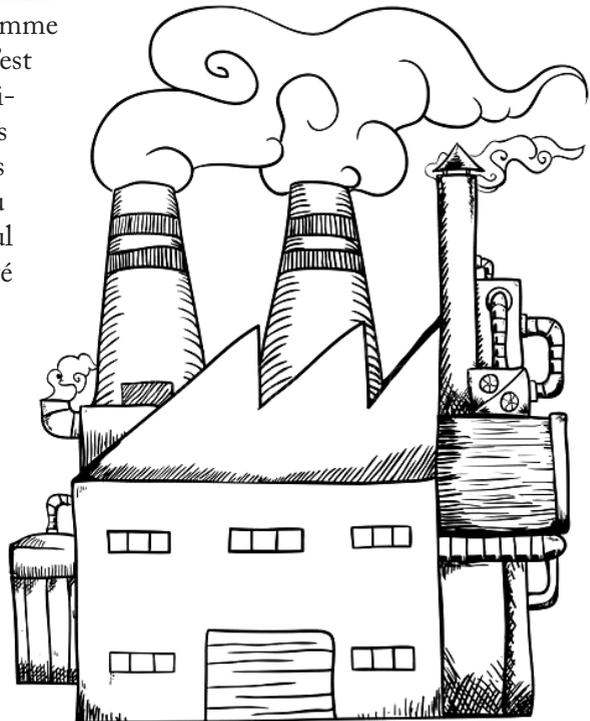
trouver une bonne situation d'ouvrier agricole dans l'exploitation d'un ami d'enfance, ou de se faire une clientèle lorsqu'on s'installe comme auto-entrepreneur pour entretenir les jardins des personnes âgées³.

Comment s'effectue le rapport entre les hommes qui travaillent à l'usine qui produit des fourneaux (la SMF) et les femmes qui travaillent à l'usine de câblerie automobile (la CCF) ?

Au premier abord, les deux groupes de salariés paraissent étanches. Si les deux usines se joutent, l'une est une PME fondée par un patron parfois surnommé « Papa » tandis que l'autre appartient à un grand groupe dont la quinzaine de cadres qui travaillent sur place sont quasiment tous des citadins, relativement jeunes, qui ne resteront pas forcément longtemps. Côté salarié·e·s, il n'y a pas ou très peu de covoiturage, et seul un couple est alors à ma connaissance composé d'une femme qui travaille à la câblerie et d'un homme salarié de l'usine de fourneaux. C'est en prenant connaissance des multi-appartenances des un·e·s et des autres que l'on comprend les éventuels liens de parenté, de voisinage ou de sociabilité qui dépassent le seul salariat : on retrouve là une réalité des zones d'habitat peu denses que sont les campagnes, à savoir que les différents espaces sociaux (le travail, la parenté, le voisinage, la vie politique et la vie associative) sont fortement superposés. Mais au cours des années 1990, cette superposition s'amenuise comme

nous l'avons vu, allant dans le sens de mon impression première d'étanchéité relative entre les deux salariats.

Le fait central qui explique ce phénomène tient à l'évolution de la politique de gestion de la main-d'œuvre par le groupe industriel (on devrait plutôt dire les groupes successifs) qui possède la câblerie. De l'ouverture du site en 1983 au début des années 1990, la plupart des embauches aboutissent à des CDI. Sont alors privilégiés les recrutements d'ouvrières licenciées de l'ancienne usine Ribot (l'atelier d'émaillerie était surtout composé de femmes), puis de leurs filles, nièces, ou de celles d'ouvriers de la SMF. Dans les années qui suivent, ce sont les CDD qui sont privilégiés. Cela change fondamentalement la donne. D'une part dans la trajectoire des ouvrières : je développe dans l'ouvrage le cas de Suzanne [voir encadré], qui alterne périodes d'embauche et de chômage en fonction des



3 Benoît COQUARD, *Ceux qui restent : faire sa vie dans les campagnes en déclin*, La Découverte, 2019.

besoins de l'entreprise, et ne peut donc se projeter durablement dans le salariat – cela a évidemment des conséquences fortes en matière de dépendance à l'égard du conjoint, qui possède lui une situation professionnelle plus stable. Et d'autre part en matière de bassin de recrutement : la câblerie embauchant en 1997 plus de 140 ouvrières (pour un effectif total de 170 personnes), elle constituait alors l'un des rares recruteurs dans une zone pauvre en emplois, et la très grande majorité des contractuelles habitent dans deux bourgs voisins de dix kilomètres ou dans des villages situés dans un rayon de trente kilomètres. Il est donc logique que les relations d'interconnaissance s'amenuisent entre les ateliers. Depuis cette période, le groupe a fermé l'atelier de fabrication pour le reconvertir en atelier de conception qui n'embauche plus qu'une quarantaine de personnes.

Comment vivent-ils la remise en cause des cadres traditionnels de la masculinité ouvrière ? Assiste-t-on à l'émergence d'un célibat ouvrier, à l'instar de la crise de la paysannerie des années 1950-1960 qui fut à l'origine d'un célibat paysan ?

Si j'ai pu observer des situations de célibat masculin durable, elles concernaient les jeunes hommes les plus précaires, connaissant une situation professionnelle fragile ou peu enviable – comme pour Hervé, manœuvre en scierie qui meurt avec son frère dans un accident de voiture à la sortie d'une boîte de nuit, et qui ne possédait pas de fortes ressources viriles en comparaison des joueurs de foot ou des pompiers volontaires qui continuent à mettre en scène une masculinité populaire. Ce que j'ai pu observer à

Foulange correspond ainsi à une tendance générale connue : ce sont les moins diplômés qui rencontrent des situations de cumul d'instabilité à la fois conjugale et professionnelle. Le phénomène est moins visible que le célibat de la petite paysannerie française d'après-guerre car celui-ci découlait d'une métamorphose considérable des campagnes de l'époque (fort exode rural et déclin de l'emploi agricole, encore majoritaire avant-guerre parmi les actifs ruraux), mais il renvoie bien à la même logique de déclassement des plus précaires sur le marché matrimonial.

Comment les jeunes hommes de Foulange font face à cette difficulté de fonder une famille, voire même de se mettre en couple stable ?

Ces jeunes sont issus d'une stabilisation des itinéraires des membres de la génération précédente. Leurs parents, peu qualifiés, sont entrés tôt dans la vie active du fait de la présence d'une usine paternaliste susceptible de les embaucher dès leur sortie de l'école au niveau du certificat d'études primaires, ils se sont mariés et ont eu leurs premiers enfants jeunes, souvent autour de 18-22 ans. Les années 1970 correspondent par ailleurs à une forme d'apogée de l'État social bâti dans l'après-guerre. Les familles ouvrières du village bénéficient par exemple de la création d'un centre social dans le chef-lieu de canton en 1971. Le patronat local, qui avait précédé l'État dans ses pratiques d'assistance aux classes populaires, les prolongeait encore à cette période (l'usine installa par exemple un médecin de village à la fin des années 1960). La municipalité n'était pas en reste, puisque des années 1950 aux années 1970, elle fit venir

l'Office public départemental HLM dans la commune et lui fournit des terrains pour construire des pavillons locatifs, ou bien viabilisa des zones d'accession à la propriété individuelle. Bref, à tous points de vue (y compris en termes de politisation et d'accès à une conscience de classe), les années 1970 marquent une apogée pour ce monde ouvrier.

En regard de cette réalité passée, les vingtenaires des années 1990 ne peuvent reproduire un tel accès précoce à une situation honorable (salarié, parent, accédant à la propriété, opportunités de promotion dans l'usine). Si bien sûr certains ont eu des enfants tôt, tout en ayant une vie sentimentale instable, beaucoup de jeunes hommes ont fini par avoir des enfants à l'âge de 30 ou 35 ans, lorsqu'ils se satisfaisaient d'un emploi d'exécution, s'installaient de manière réellement indépendante et stabilisaient leur vie matrimoniale. Quand je les ai rencontrés alors qu'ils avaient entre 18 et 25 ans, ils étaient en situation de crise de reproduction

sociale, incapables, parce que trop fragiles, de se projeter dans l'avenir sereinement, et ne pouvant que différer leur accès à l'indépendance.

Pour finir, près de vingt ans après le début de ton enquête, qu'est-ce qui te frappe le plus ?

Ce qui me frappe est que malgré les effets pérennes de la crise industrielle, les pouvoirs publics n'ont toujours pas pris la mesure de ses effets délétères. Les politiques publiques sont toujours guidées par la volonté d'aider à la « création d'entreprises » – telles que le furent les usines de Foulange au début des années 1980 – mais continuent dans le même temps de « restructurer » les services publics, ce qui signifie très concrètement que les populations rurales en sont de plus en plus éloignées.

Grincheux Marx

